

RCS : REIMS Code greffe : 5103

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de REIMS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2010 B 00370 Numéro SIREN : 501 434 898 Nom ou dénomination : ALDI REIMS
--

Ce dépôt a été enregistré le 10/07/2019 sous le numéro de dépôt 4235

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	73 060	61 702	11 358	406 890
Fonds commercial	14 309 826	3 960 684	10 349 142	10 496 674
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL Immobilisations Incorporelles	14 382 886	4 022 386	10 360 500	10 903 564
Terrains				
Constructions	9 520 976	5 960 691	3 560 285	3 609 322
Installations techniques, matériel	6 733 393	5 292 748	1 440 645	1 452 085
Autres immobilisations corporelles	25 970 355	18 149 106	7 821 249	5 608 419
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL Immobilisations corporelles	42 224 725	29 402 546	12 822 179	10 669 826
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	80 729		80 729	80 979
TOTAL Immobilisations financières	80 729		80 729	80 979
Total Actif Immobilisé (II)	56 688 340	33 424 932	23 263 408	21 654 368
Matières premières, approvisionnements	412 296		412 296	417 052
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	15 088 854	178 891	14 909 963	13 820 779
TOTAL Stock	15 501 150	178 891	15 322 259	14 237 831
Avances et acomptes versés sur commandes	3 094		3 094	
Clients et comptes rattachés	886 881	283 524	603 357	544 574
Autres créances	15 393 409		15 393 409	15 625 274
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	16 280 290	283 524	15 996 766	16 169 848
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres:)				
Disponibilités	477 940		477 940	440 170
TOTAL Disponibilités	477 940		477 940	440 170
Charges constatées d'avance	607 856		607 856	433 936
TOTAL Actif circulant (III)	32 870 330	462 415	32 407 915	31 281 786
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (VI)				
Total Général (I à VI)	89 558 670	33 887 347	55 671 323	52 936 154


**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 10 917 400,00)	10 917 400	10 917 400
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	290 014	290 014
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 091 740	1 091 740
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves	1 091 740	1 091 740
Report à nouveau	63 408	405 587
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	3 706 274	4 157 520
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	373 229	511 607
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	16 441 764	17 373 868
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	610 014	941 491
Provisions pour charges	1 535 283	1 558 135
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	2 145 297	2 499 626
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 751 251	1 362 261
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	793 087	773 783
TOTAL Dettes financières	6 544 338	2 136 044
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 419 621	23 917 443
Dettes fiscales et sociales	6 620 230	6 432 814
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 427	176 376
Autres dettes	497 646	399 983
TOTAL Dettes d'exploitation	30 539 923	30 826 616
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	37 084 261	33 062 660
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	55 671 323	52 936 154

Compte de résultat

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	274 202 783		274 202 783	267 012 430
Production vendue biens	131 452		131 452	283 710
Production vendue services	553 167		553 167	484 405
Chiffres d'affaires nets	274 887 402		274 887 402	207 780 548
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			1 404 954	605 788
Autres produits			686 669	228 945
Total des produits d'exploitation (I)			276 979 025	268 615 279
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			209 002 299	204 483 342
Variation de stock (marchandises)			-1 207 075	654 543
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			1 137 073	1 026 978
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			4 756	19 482
Autres achats et charges externes			28 885 363	25 210 148
Impôts, taxes et versements assimilés			2 826 373	2 729 083
Salaires et traitements			18 412 508	16 944 015
Charges sociales			5 401 156	4 805 901
Dotations aux amortissements			2 902 035	2 817 270
Dotations aux provisions			147 532	
Sur actif circulant : dotations aux provisions			462 415	283 689
Pour risques et charges : dotations aux provisions			481 355	851 491
Autres charges			2 603 590	1 925 375
Total des charges d'exploitation (II)			271 058 378	261 751 317
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			5 919 647	6 863 962
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			58 565	54 352
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			58 565	54 352
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			488	29 118
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			488	29 338
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			58 077	25 015
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			6 977 724	6 889 965

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	529 202	126 950
Produits exceptionnels sur opérations en capital	64 466	
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 064 551	114 355
Total des produits exceptionnels (VII)	1 658 219	241 305
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		3 057
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	324 689	36 800
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 548 202	961 590
Total des charges exceptionnelles (VIII)	1 872 891	1 001 447
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-214 672	-760 142
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	507 840	458 762
Impôts sur les bénéfices (X)	1 548 938	1 512 542
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	278 695 809	268 910 926
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	274 989 535	264 753 405
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	3 706 274	4 157 520

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

1/8

ALDI REIMS SARL
2 avenue des Bornes
51390 GUEUX

INFORMATIONS GENERALES

Cette annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice couvrent la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2018 et ont été arrêtés par le gérant de la société.

L'activité de la société est l'exploitation de magasins de distribution de type «supermarché».

Les états financiers de la société sont consolidés dans les états financiers d'ALDI SARL, 13 rue Clément Ader, 77230 Dammarville en Goële.

EVENEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société ALDI REIMS SARL a fermé 1 magasin, pour un total de 63 magasins exploités au 31 décembre 2018. En outre :

- 3 magasins ont fait l'objet d'un transfert ;
- 1 magasin a fait l'objet d'un agrandissement.

En outre, la société ALDI REIMS SARL a versé des dividendes à hauteur de 4 500 000€ à la société ALDI SARL.

1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION**1.1 Rappel des principes**

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles édictées par le Plan Comptable Général et le Code de Commerce (art. L 123-12 à L 123-24 et R 123-172 à R 123-199-1).

1.2 Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'a été effectué sur l'exercice.

1.3 Changement de présentation

Aucun changement de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

1.4 Dérogations aux principes généraux

L'établissement des états financiers n'a donné lieu à aucune dérogation à l'application des principes comptables.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

2/8

1.5 Méthodes d'évaluation appliquées aux postes du bilan et du compte de résultat**1.5.1 Immobilisations incorporelles et corporelles**

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition des biens qui englobe le prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ainsi que tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction. Les coûts d'emprunt pour financer l'acquisition ou la production d'un actif immobilisé éligible sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations incorporelles et corporelles, autres que les fonds de commerce et les terrains, sont amorties linéairement sur les durées d'utilisation suivantes :

Nature	Durée (ans)
Logiciels	3 à 10
Constructions	10 à 20
Installations générales et agencements	5 à 10
Matériel d'entrepôt et de magasin	5 à 10
Matériel de transport VL	4 à 5
Matériel de transport PL	8 et 12
Matériel de bureau	4 à 10
Mobilier de bureau	10
Mobilier de magasin	10

Lors de la clôture des comptes annuels, les éléments constitutifs du poste fonds commercial font l'objet d'un examen attentif quant à leur valorisation, leur origine et leur durée d'utilisation.

Aucun des éléments constitutifs du poste « Fonds commercial » n'a été identifié comme ayant une durée d'utilisation limitée. Par conséquent, un test de dépréciation est effectué à la fin de chaque exercice afin de déterminer leur valeur actuelle.

Pour les fonds de commerce rattachés à l'exploitation des magasins, ce test de dépréciation se fonde sur les prévisions de cash-flows générés par chaque point de vente, ainsi que sur des paramètres financiers cohérents avec l'activité de l'entreprise et son secteur d'activité (taux de rentabilité attendue, évolution du chiffre d'affaires et de la marge, etc.). Si la valeur actuelle devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée, qui ne pourra être reprise qu'en cas de sortie de l'actif concerné.

1.5.2 Créances et dettes

Les créances sont inscrites à leur valeur nominale et les dettes à leur valeur de remboursement.

Les créances font, le cas échéant, l'objet d'une dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement attendues d'après les informations connues à la clôture de l'exercice.

1.5.3 Stocks

Les stocks sont évalués en utilisant la méthode du prix de détail, c'est-à-dire que le coût des stocks est déterminé en déduisant de la valeur de vente des stocks le pourcentage approprié de marge brute et de frais de commercialisation.

Une dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur probable de réalisation (par exemples les articles soldés) est inférieure au coût déterminé d'après la méthode du prix de détail.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

3/8

1.5.4 Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, si une obligation existe à la date de clôture et s'il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Conformément aux méthodes retenues par le groupe ALDI, les engagements pour indemnités de fin de carrière sont mentionnés en engagements hors bilan.

2. NOTES SUR LE BILAN**2.1 Actif immobilisé****2.1.1 Valeurs brutes**

Les mouvements des valeurs brutes sont présentés dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.1.2 Amortissements et dépréciations

Les mouvements des amortissements et des dépréciations sont présentés dans deux tableaux figurant à la fin de cette annexe.

2.1.3 Fonds de commerce

Le poste « Fonds commercial », dont la valeur nette comptable s'élève à 10 349 142€, se décompose de la manière suivante :

	Val brute K€	Dépré. K€	VNC K€
Droit au bail			
Fonds de commerce acquis			
Fonds de commerce reçus en apport à la valeur réelle			
Fonds de commerce reçus en apport à la VNC	14 310	3 961	10 349
Total	14 310	3 961	10 349

2.2 Actif circulant**2.2.1 Stocks**

Les stocks bruts se décomposent comme suit

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Marchandises	15 089	13 882
Combustible	209	129
Emballages	73	132
Fournitures consommables	130	156
Total	15 501	14 299

Une dépréciation de stock de marchandises à hauteur de 179 K€ a été constatée en 2018.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

4/8

2.2.2 Créances

La décomposition des créances ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.3 Charges constatées d'avance

	31 décembre N
	K€
Loyers et charges locatives	576
Autres	32
Total	608

2.4 Produits à recevoir

	31 décembre N
	K€
Factures à établir	6
Fournisseurs – avoirs à recevoir	988
Personnel – produits à recevoir	-
Organismes sociaux – produits à recevoir	-
Etat – produits à recevoir	-
Divers – produits à recevoir	45
Total	1 039

2.5 Capitaux propres**2.5.1 Capital social**

Le capital social, d'un montant de 10 917 400 euros, est composé de 54 587 parts d'une valeur nominale de 200 euros chacune, toutes de même rang et entièrement libérées.

2.5.2 Variation des capitaux propres

	K€
Capitaux propres au 31 décembre N-1	17 374
Variation des provisions réglementées	-138
Dividendes versés	-4 500
Augmentation/ réduction du capital social	-
Résultat de l'exercice	3 706
Capitaux propres au 31 décembre N	16 442

Les provisions réglementées concernent des amortissements dérogatoires. Ceux-ci comprennent l'écart éventuellement constaté entre l'amortissement selon les durées d'utilisation pratiquées par la société et l'amortissement selon les durées d'usage en application des règles fiscales, ainsi que la différence entre le mode linéaire pratiqué par la société et le mode dégressif fiscal.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

5/8

2.6 Provisions

La variation des provisions est présentée dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

Les reprises de l'exercice d'un montant de 835 K€ comprennent des montants utilisés au cours de l'exercice pour 732 K€ et des montants non utilisés repris au cours de l'exercice qui s'élèvent à 103 K€.

Les impôts différés figurant en provisions (1 535K€) sont issus des apports partiels d'actifs intervenus en décembre 2009.

2.7 Dettes

La décomposition des dettes ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.8 Charges à payer

	31 décembre N K€
Intérêts courus à payer	116
Factures non parvenues	13 165
Personnel – charges à payer	2 329
Organismes sociaux – charges à payer	881
Etat – charges à payer	2 398
Clients – avoirs à établir	
Divers – charges à payer	497
Total	19 386

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

6/8

3. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**3.1 Ventilation du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires hors taxes se répartit comme suit :

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Ventes de marchandises	274 203	267 012
Refacturations diverses - biens	131	284
Refacturation diverses - services	553	484
Total	274 887	267 781

3.2 Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

En tant qu'entité soumise à l'impôt sur les sociétés, la société est éligible au CICE. A ce titre, un crédit d'impôt de 877 K€ a été comptabilisé au compte de résultat pour l'exercice 2018. Conformément aux préconisations de l'Autorité des normes comptables, ce crédit d'impôt a été comptabilisé en diminution du poste « charges sociales ».

3.3 Résultat financier

	K€
Produits financiers	58,5
Escomptes reçus	40,5
Produits d'intérêts financiers	18
Autres produits financiers	-
Charges financières	-0,5
Charges d'intérêts financiers	-0,5
Autres charges financières	-
Résultat financier	58

3.4 Résultat exceptionnel

	K€
Produits exceptionnels	1 658
Sur opération de gestion	529
Reprises sur amortissements dérogatoires	138
Autres reprises de provisions exceptionnelles	926
Produits de cessions d'immobilisations	23
Produits exceptionnels divers	42
Charges exceptionnelles	-1 873
Sur opération de gestion	-
Valeur nette comptable des immobilisations sorties	-944
Dotations aux amortissements dérogatoires	-
Autres dotations aux provisions exceptionnelles	-604
Charges exceptionnelles diverses	-325
Résultat exceptionnel	-215

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

7/8

3.5 Impôt sur les sociétés

La société fait partie du périmètre d'intégration fiscale de la société Aldi SARL.

Le résultat fiscal de la société est déterminé comme si elle n'était pas intégrée fiscalement. De ce fait, elle verse à la société intégrante les acomptes, le solde d'impôt sur les sociétés et les contributions additionnelles comme si elle n'appartenait pas à ce périmètre d'intégration fiscale.

Il s'en suit notamment que le déficit fiscal subi au cours d'un exercice est reportable dans les conditions de droit commun et viendra s'imputer sur le bénéfice fiscal dégagé au cours des exercices futurs.

3.5.1 Répartition de l'impôt entre le résultat courant et exceptionnel

K€	Résultat avant IS	Déductions	Réintégr.	Total	IS	Résultat après IS
Résultat courant	5 977	-1 962	1 310	5 325	-1 773	4 204
Résultat exceptionnel	-215	0	0	-215	71	-143
Participation des salariés	-508	-459	508	-459	153	-355
Total	5 254	-2 421	1 818	4 651	-1 549	3 706

3.5.2 Décalages d'impôt

	Base d'IS K€	IS (31%) K€
Provisions à réintégrer ultérieurement :		
Amortissements dérogatoires	373	116
Charges non déductibles temporairement :		
Organic	-404	-125
Tascom	-702	-218
Participation des salariés	-508	-157
Total	-1 241	-384

3.6 Transferts de charges

	K€
Transfert de charges de personnel	89
Transfert de charges d'exploitation	124
Remboursement de frais de formation interne	51
Remboursement de frais de formation externe	17
Indemnités d'assurance	4
Total	285

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

8/8

4. AUTRES INFORMATIONS**4.1 Effectif moyen**

	Personnel salarié
Ingénieurs et cadres	82.50
Agents de maîtrise	88.25
Employés	430.27
Total	601.02

4.2 Engagements hors bilan**4.2.1 Engagement en matière d'indemnités de fin de carrière**

	K€
Cadres	775.20
Non cadres	699.35
Total droits cumulés	1 474.55

Les engagements d'indemnités de fin de carrière ont été calculés selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées, conformément à la norme FAS 87, avec l'hypothèse d'un départ volontaire à la retraite à 65 ans, en tenant compte d'un taux d'inflation de 1.84% et d'un taux d'actualisation de 0.56%, la convention collective nationale de référence étant celle du commerce à prédominance alimentaire (n° 3305).

4.2.3 Autres engagements

	K€
Engagements reçus	
Cautions bancaires reçues	140
Total	140

4.3 Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée. Elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

4.4 Transactions avec des parties liées

La société étant détenue en totalité par le groupe Aldi, elle est par conséquent dispensée de fournir une information concernant les transactions avec les parties liées visées à l'article 833-16 du Plan comptable général.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS		Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Réévaluation	Acqu. et apports
	Frais d'établissement et de développement	(I)			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)	14 778 134		9 961
	Terrains	Dont composants			
	Sur sol propre				
	Constructions	Sur sol d'autrui	9 137 840		641 416
		Inst. gales, agenc. et am. des constructions	743 676		0
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		6 296 396		505 479
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	17 587 290		4 002 864
		Matériel de transport	3 143 710		0
		Matériel de bureau et mobilier informatique	1 675 024		121 165
		Emballages récupérables et divers			
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL (III)		38 583 935		5 270 924
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		80 979		
	TOTAL (IV)		80 979		
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		53 443 048		5 280 884
Cadre B	IMMOBILISATIONS		Diminutions		Réévaluation
			Virement	Cession	
	Frais d'établissement et de développement	(I)			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)		405 208	14 382 886
	Terrains				
	Sur sol propre				
	Constructions	Sur sol d'autrui		958 065	8 821 191
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions		43 891	699 785
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			68 481	6 733 393
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		433 549	21 156 605
		Matériel de transport		124 157	3 019 553
		Matériel de bureau et mobilier informatique		1 691	1 794 197
		Emballages récupérables et divers			
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL (III)			1 630 135	42 224 725
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières			250	80 729
	TOTAL (IV)			250	80 729
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			2 035 593	56 688 340

Amortissements

Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE							
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement	(I)						
Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)	61 410	284				61 702
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui	4 616 642	521 865	480 124			4 658 383
	Installations générales, agencements	729 378	12 422	43 231			698 569
Installations techniques, matériels et outillages		4 844 311	516 918	68 481			5 292 748
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	12 967 173	1 541 011	381 921			14 126 262
	Matériel de transport	2 457 084	209 256	115 194			2 551 145
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 373 348	100 279	1 928			1 471 699
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		26 987 838	2 901 751	1 090 880			28 798 807
TOTAL GENERAL (I + II + III)		27 049 354	2 902 035	1 090 880			28 860 509
Cadre B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab.							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M.Transport				138 378			-138 378
Mat bureau							
Emball							
CORPO.				138 378			-138 378
Acquis. de titres							
TOTAL				138 378			-138 378
Cadre C Charges réparties sur plusieurs exercices							
		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	511 607	0	138 378	373 229
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	511 607	0	138 378	373 229
Provisions pour litige	317 000	28 000	267 000	78 000
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts	1 558 135		22 852	1 535 283
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	624 491	453 355	545 833	532 014
TOTAL (II)	2 499 626	481 355	835 685	2 145 297
Provisions sur immobilisations incorporelles	3 813 152	147 532		3 960 684
Provisions sur immobilisations corporelles	926 174	603 739	926 174	603 739
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks	61 000	178 891	61 000	178 891
Provisions sur comptes clients	222 689	283 524	222 689	283 524
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	5 023 014	1 213 687	1 209 863	5 026 838
TOTAL GENERAL (I + II + III)	8 034 247	1 695 042	2 183 926	7 546 365
Dont dotations et reprises d'exploitation		1 091 303	1 119 374	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		603 739	1 064 551	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations					
Prêts					
Autres immobilisations financières			80 729		80 729
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE			80 729		80 729
Clients douteux ou litigieux			643 432	643 432	
Autres créances clients			243 449	243 449	
Créances représentatives de titres prêtés					
Personnel et comptes rattachés			22 242	22 242	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Etat et autres collectivités publiques					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée			1 855 845	1 855 845	
Autres impôts					
Etat - divers					
Groupes et associés			10 870 441	10 870 441	
Débiteurs divers			2 644 880	2 644 880	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT			16 280 290	16 280 290	
Charges constatées d'avance			607 856	602 047	5 809
TOTAL DES CREANCES			16 988 146	16 882 337	86 538
Prêts accordés en cours d'exercice					
Remboursements obtenus en cours d'exercice					
Prêts et avances consentis aux associés					

Cadre B		Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			5 751 251	5 751 251		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine						
Emprunts et dettes financières divers			793 087	477 195	315 892	
Fournisseurs et comptes rattachés			23 419 621	23 419 621		
Personnel et comptes rattachés			2 330 906	1 823 066	507 840	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			1 891 593	1 891 593		
Etat et autres collectivités publiques						
Impôts sur les bénéfices						
Taxe sur la valeur ajoutée						
Obligations cautionnées						
Autres impôts			2 397 731	2 397 731		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			2 427	2 427		
Groupes et associés						
Autres dettes			497 646	497 646		
Dettes représentatives de titres empruntés						
Produits constatés d'avance						
TOTAL DES DETTES			37 004 261	36 260 530	823 732	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice						

ALDI REIMS
Société à Responsabilité Limitée au capital de 10.917.400 euros
Siège Social : 2, avenue des Bornes
Zone d'Activité Derrière Moutier
51390 Gueux
501 434 898 RCS Reims

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 28 JUIN 2019

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

DEUXIEME DECISION

L'associé unique approuve la proposition de la gérance et après avoir constaté que les comptes de l'exercice font apparaître un bénéfice net comptable de 3.706.274 euros, décide de l'affecter de la façon suivante :

Bénéfice de l'exercice..... 3.706.274 euros

Auquel s'ajoute le poste « Report à Nouveau » 63.108 euros

Formant ainsi un bénéfice distribuable de 3.769.382 euros

A la distribution d'un dividende brut de 3.700.000 euros

Le solde, soit 69.382 euros
en totalité au poste « Report à Nouveau »

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'associé unique constate, dans le cadre de la distribution de dividendes qui vient d'être décidée, que le montant total des revenus distribués, soit 3.700.000 euros, n'est pas éligible à la réfaction de 40% mentionnée au 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts.

Le paiement des dividendes sera effectué à compter de ce jour.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'associé unique rappelle que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Revenus éligibles à la réfaction de 40%	Revenus non éligibles à la réfaction de 40%
31 décembre 2017	0 €	4.500.000 €
31 décembre 2016	0 €	5.000.000 €
31 décembre 2015	0 €	3.500.000 €

Pour copie certifiée conforme
La Gérance



COFFRA

ALDI REIMS S.A.R.L.

Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2018

COMPAGNIE FIDUCIAIRE FRANCO-ALLEMANDE
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de Paris
155, Bd Hausemann - 75008 Paris
Tél. : +33 (0)1 43 58 33 88 - Fax : +33 (0)1 45 63 93 59
SAS au capital de 100 000 €

An independent member firm of

MOORE STEPHENS
INTERNATIONAL LIMITED

ALD-580-039-19-SC-RAP



AUDIT

Paris, le 28 mai 2019

A l'Associé unique

ALDI REIMS

Société à Responsabilité Limitée
Gueux

Monsieur,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ALDI REIMS S.A.R.L. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des opérations concernant les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les stocks.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié d'une part, le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et d'autre part, nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nous avons également procédé à l'appréciation des approches retenues par la société décrites dans l'annexe concernant la détermination des dépréciations et des provisions, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Gérant et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

**Responsabilités
de la direction et
des personnes
constituant le
gouvernement
d'entreprise
relatives aux
comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Gérant.

**Responsabilités
du Commissaire
aux comptes
relatives à
l'audit des
comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

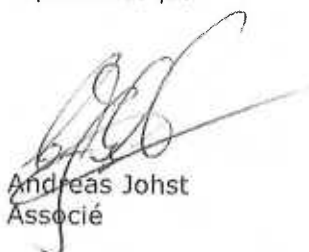
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes
Compagnie Fiduciaire Franco-Allemande
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

représenté par



Andreas Johst
Associé



Yann Goineau
Associé

Annexes

Les comptes annuels sont numérotés de la page C1 à la page C16

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	73 060	61 702	11 358	406 890
Fonds commercial	14 309 826	3 960 684	10 349 142	10 496 674
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	14 382 886	4 022 386	10 360 500	10 903 564
Terrains				
Constructions	9 520 976	5 960 691	3 560 285	3 609 322
Installations techniques, matériel	6 733 393	5 292 748	1 440 645	1 452 085
Autres immobilisations corporelles	25 970 355	18 149 106	7 821 249	5 608 419
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	42 224 725	29 402 546	12 822 179	10 669 826
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	80 729		80 729	80 979
TOTAL immobilisations financières	80 729		80 729	80 979
Total Actif Immobilisé (II)	56 688 340	33 424 932	23 263 408	21 654 368
Matières premières, approvisionnements	412 296		412 296	417 052
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	15 088 854	178 891	14 909 963	13 820 779
TOTAL Stock	15 501 150	178 891	15 322 259	14 237 831
Avances et acomptes versés sur commandes	3 094		3 094	
Clients et comptes rattachés	886 881	283 524	603 357	544 574
Autres créances	15 393 409		15 393 409	15 625 274
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	16 280 290	283 524	15 996 766	16 169 848
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres:)				
Disponibilités	477 940		477 940	440 170
TOTAL Disponibilités	477 940		477 940	440 170
Charges constatées d'avance	607 856		607 856	433 936
TOTAL Actif circulant (III)	32 870 330	462 415	32 407 915	31 281 786
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (VI)				
Total Général (I + V)	89 558 670	33 887 347	55 671 323	52 936 154

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé :10 917 400,00)	10 917 400	10 917 400
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	290 014	290 014
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 091 740	1 091 740
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves	1 091 740	1 091 740
Report à nouveau	63 108	405 587
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	3 706 274	4 157 520
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	373 229	511 607
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	16 441 764	17 373 868
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	610 014	941 491
Provisions pour charges	1 535 283	1 558 135
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	2 145 297	2 499 626
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 751 251	1 362 261
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	793 087	773 783
TOTAL Dettes financières	6 544 338	2 136 044
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 419 621	23 917 443
Dettes fiscales et sociales	6 620 230	6 432 814
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 427	176 376
Autres dettes	497 646	399 983
TOTAL Dettes d'exploitation	30 539 923	30 926 616
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	37 084 261	33 062 660
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	55 671 323	52 936 154

Compte de résultat

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	274 202 783		274 202 783	267 012 430
Production vendue biens	131 452		131 452	283 710
Production vendue services	553 167		553 167	484 405
Chiffres d'affaires nets	274 887 402		274 887 402	267 780 545
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			1 404 954	605 788
Autres produits			686 669	228 945
Total des produits d'exploitation (I)			276 979 025	268 615 279
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			209 002 299	204 483 342
Variation de stock (marchandises)			-1 207 075	654 543
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			1 137 073	1 026 978
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			4 756	19 482
Autres achats et charges externes			28 885 363	25 210 148
Impôts, taxes et versements assimilés			2 826 373	2 729 083
Salaires et traitements			18 412 506	16 944 015
Charges sociales			5 401 156	4 805 901
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	2 902 035	2 817 270
		Dotations aux provisions	147 532	
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	462 415	283 689
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	481 355	851 491
Autres charges			2 603 590	1 925 375
Total des charges d'exploitation (II)			271 059 378	261 751 317
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			5 919 647	6 863 962
Bénéfice attribué ou perte transférée		(III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré		(IV)		
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			58 565	54 342
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			58 565	54 342
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			488	29 338
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			488	29 338
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			58 077	25 005
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			5 977 724	6 888 966

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	529 202	126 950
Produits exceptionnels sur opérations en capital	64 466	
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 064 551	114 355
Total des produits exceptionnels (VII)	1 658 219	241 305
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		3 057
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	324 689	36 800
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 548 202	961 590
Total des charges exceptionnelles (VIII)	1 872 891	1 001 447
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-214 672	-760 142
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	507 840	458 762
Impôts sur les bénéfices (X)	1 548 938	1 512 542
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	278 695 809	268 910 926
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	274 989 535	264 753 405
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	3 706 274	4 157 520

ALDI REIMS SARL
2 avenue des Bornes
51390 GUEUX

INFORMATIONS GENERALES

Cette annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice couvrent la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2018 et ont été arrêtés par le gérant de la société.

L'activité de la société est l'exploitation de magasins de distribution de type «supermarché».

Les états financiers de la société sont consolidés dans les états financiers d'ALDI SARL, 13 rue Clément Ader, 77230 Dammartin en Goële.

EVENEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société ALDI REIMS SARL a fermé 1 magasin, pour un total de 63 magasins exploités au 31 décembre 2018. En outre :

- 3 magasins ont fait l'objet d'un transfert ;
- 1 magasin a fait l'objet d'un agrandissement.

En outre, la société ALDI REIMS SARL a versé des dividendes à hauteur de 4 500 000€ à la société ALDI SARL.

1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1.1 Rappel des principes

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles édictées par le Plan Comptable Général et le Code de Commerce (art. L 123-12 à L 123-24 et R 123-172 à R 123-199-1).

1.2 Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'a été effectué sur l'exercice.

1.3 Changement de présentation

Aucun changement de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

1.4 Dérogations aux principes généraux

L'établissement des états financiers n'a donné lieu à aucune dérogation à l'application des principes comptables.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

2/8

1.5 Méthodes d'évaluation appliquées aux postes du bilan et du compte de résultat**1.5.1 Immobilisations incorporelles et corporelles**

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition des biens qui englobe le prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ainsi que tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction. Les coûts d'emprunt pour financer l'acquisition ou la production d'un actif immobilisé éligible sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations incorporelles et corporelles, autres que les fonds de commerce et les terrains, sont amorties linéairement sur les durées d'utilisation suivantes :

Nature	Durée (ans)
Logiciels	3 à 10
Constructions	10 à 20
Installations générales et agencements	5 à 10
Matériel d'entrepôt et de magasin	5 à 10
Matériel de transport VL	4 à 5
Matériel de transport PL	8 et 12
Matériel de bureau	4 à 10
Mobilier de bureau	10
Mobilier de magasin	10

Lors de la clôture des comptes annuels, les éléments constitutifs du poste fonds commercial font l'objet d'un examen attentif quant à leur valorisation, leur origine et leur durée d'utilisation.

Aucun des éléments constitutifs du poste « Fonds commercial » n'a été identifié comme ayant une durée d'utilisation limitée. Par conséquent, un test de dépréciation est effectué à la fin de chaque exercice afin de déterminer leur valeur actuelle.

Pour les fonds de commerce rattachés à l'exploitation des magasins, ce test de dépréciation se fonde sur les prévisions de cash-flows générés par chaque point de vente, ainsi que sur des paramètres financiers cohérents avec l'activité de l'entreprise et son secteur d'activité (taux de rentabilité attendue, évolution du chiffre d'affaires et de la marge, etc.). Si la valeur actuelle devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée, qui ne pourra être reprise qu'en cas de sortie de l'actif concerné.

1.5.2 Créances et dettes

Les créances sont inscrites à leur valeur nominale et les dettes à leur valeur de remboursement.

Les créances font, le cas échéant, l'objet d'une dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement attendues d'après les informations connues à la clôture de l'exercice.

1.5.3 Stocks

Les stocks sont évalués en utilisant la méthode du prix de détail, c'est-à-dire que le coût des stocks est déterminé en déduisant de la valeur de vente des stocks le pourcentage approprié de marge brute et de frais de commercialisation.

Une dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur probable de réalisation (par exemples les articles soldés) est inférieure au coût déterminé d'après la méthode du prix de détail.

1.5.4 Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, si une obligation existe à la date de clôture et s'il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Conformément aux méthodes retenues par le groupe ALDI, les engagements pour indemnités de fin de carrière sont mentionnés en engagements hors bilan.

2. NOTES SUR LE BILAN**2.1 Actif immobilisé****2.1.1 Valeurs brutes**

Les mouvements des valeurs brutes sont présentés dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.1.2 Amortissements et dépréciations

Les mouvements des amortissements et des dépréciations sont présentés dans deux tableaux figurant à la fin de cette annexe.

2.1.3 Fonds de commerce

Le poste « Fonds commercial », dont la valeur nette comptable s'élève à 10 349 142€, se décompose de la manière suivante :

	Val brute K€	Dépré. K€	VNC K€
Droit au bail			
Fonds de commerce acquis			
Fonds de commerce reçus en apport à la valeur réelle			
Fonds de commerce reçus en apport à la VNC	14 310	3 961	10 349
Total	14 310	3 961	10 349

2.2 Actif circulant**2.2.1 Stocks**

Les stocks bruts se décomposent comme suit

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Marchandises	15 089	13 882
Combustible	209	129
Emballages	73	132
Fournitures consommables	130	156
Total	15 501	14 299

Une dépréciation de stock de marchandises à hauteur de 179 K€ a été constatée en 2018.

2.2.2 Créances

La décomposition des créances ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.3 Charges constatées d'avance

	31 décembre N K€
Loyers et charges locatives	576
Autres	32
Total	608

2.4 Produits à recevoir

	31 décembre N K€
Factures à établir	6
Fournisseurs – avoirs à recevoir	988
Personnel – produits à recevoir	-
Organismes sociaux – produits à recevoir	-
Etat – produits à recevoir	-
Divers – produits à recevoir	45
Total	1 039

2.5 Capitaux propres**2.5.1 Capital social**

Le capital social, d'un montant de 10 917 400 euros, est composé de 54 587 parts d'une valeur nominale de 200 euros chacune, toutes de même rang et entièrement libérées.

2.5.2 Variation des capitaux propres

	K€
Capitaux propres au 31 décembre N-1	17 374
Variation des provisions réglementées	-138
Dividendes versés	-4 500
Augmentation/ réduction du capital social	-
Résultat de l'exercice	3 706
Capitaux propres au 31 décembre N	16 442

Les provisions réglementées concernent des amortissements dérogatoires. Ceux-ci comprennent l'écart éventuellement constaté entre l'amortissement selon les durées d'utilisation pratiquées par la société et l'amortissement selon les durées d'usage en application des règles fiscales, ainsi que la différence entre le mode linéaire pratiqué par la société et le mode dégressif fiscal.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

5/8

2.6 Provisions

La variation des provisions est présentée dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

Les reprises de l'exercice d'un montant de 835 K€ comprennent des montants utilisés au cours de l'exercice pour 732 K€ et des montants non utilisés repris au cours de l'exercice qui s'élèvent à 103 K€.

Les impôts différés figurant en provisions (1 535K€) sont issus des apports partiels d'actifs intervenus en décembre 2009.

2.7 Dettes

La décomposition des dettes ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

2.8 Charges à payer

	31 décembre N K€
Intérêts courus à payer	116
Factures non parvenues	13 165
Personnel – charges à payer	2 329
Organismes sociaux – charges à payer	881
Etat – charges à payer	2 398
Clients – avoirs à établir	-
Divers – charges à payer	497
Total	19 386

3. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires hors taxes se répartit comme suit :

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Ventes de marchandises	274 203	267 012
Refacturations diverses - biens	131	284
Refacturation diverses - services	553	484
Total	274 887	267 781

3.2 Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

En tant qu'entité soumise à l'impôt sur les sociétés, la société est éligible au CICE. A ce titre, un crédit d'impôt de 877 K€ a été comptabilisé au compte de résultat pour l'exercice 2018. Conformément aux préconisations de l'Autorité des normes comptables, ce crédit d'impôt a été comptabilisé en diminution du poste « charges sociales ».

3.3 Résultat financier

	K€
Produits financiers	58.5
Escomptes reçus	40.5
Produits d'intérêts financiers	18
Autres produits financiers	-
Charges financières	-0.5
Charges d'intérêts financiers	-0.5
Autres charges financières	-
Résultat financier	58

3.4 Résultat exceptionnel

	K€
Produits exceptionnels	1 658
Sur opération de gestion	529
Reprises sur amortissements dérogatoires	138
Autres reprises de provisions exceptionnelles	926
Produits de cessions d'immobilisations	23
Produits exceptionnels divers	42
Charges exceptionnelles	-1 873
Sur opération de gestion	-
Valeur nette comptable des immobilisations sorties	-944
Dotations aux amortissements dérogatoires	-
Autres dotations aux provisions exceptionnelles	-604
Charges exceptionnelles diverses	-325
Résultat exceptionnel	-215

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

7/8

3.5 Impôt sur les sociétés

La société fait partie du périmètre d'intégration fiscale de la société Aldi SARL.

Le résultat fiscal de la société est déterminé comme si elle n'était pas intégrée fiscalement. De ce fait, elle verse à la société intégrante les acomptes, le solde d'impôt sur les sociétés et les contributions additionnelles comme si elle n'appartenait pas à ce périmètre d'intégration fiscale.

Il s'en suit notamment que le déficit fiscal subi au cours d'un exercice est reportable dans les conditions de droit commun et viendra s'imputer sur le bénéfice fiscal dégagé au cours des exercices futurs.

3.5.1 Répartition de l'impôt entre le résultat courant et exceptionnel

K€	Résultat avant IS	Déductions	Réintégr.	Total	IS	Résultat après IS
Résultat courant	5 977	-1 962	1 310	5 325	-1 773	4 204
Résultat exceptionnel	-215	0	0	-215	71	-143
Participation des salariés	-508	-459	508	-459	153	-355
Total	5 254	-2 421	1 818	4 651	-1 549	3 706

3.5.2 Décalages d'impôt

	Base d'IS K€	IS (31%) K€
Provisions à réintégrer ultérieurement :		
Amortissements dérogatoires	373	116
...		
Charges non déductibles temporairement :		
Organic	-404	-125
Tascom	-702	-218
Participation des salariés	-508	-157
Total	-1 241	-384

3.6 Transferts de charges

	K€
Transfert de charges de personnel	89
Transfert de charges d'exploitation	124
Remboursement de frais de formation interne	51
Remboursement de frais de formation externe	17
Indemnités d'assurance	4
Total	285

4. AUTRES INFORMATIONS

4.1 Effectif moyen

	Personnel salarié
Ingénieurs et cadres	82.50
Agents de maîtrise	88.25
Employés	430.27
Total	601.02

4.2 Engagements hors bilan

4.2.1 Engagement en matière d'indemnités de fin de carrière

	K€
Cadres	775.20
Non cadres	699.35
Total droits cumulés	1 474.55

Les engagements d'indemnités de fin de carrière ont été calculés selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées, conformément à la norme FAS 87, avec l'hypothèse d'un départ volontaire à la retraite à 65 ans, en tenant compte d'un taux d'inflation de 1.84% et d'un taux d'actualisation de 0.56%, la convention collective nationale de référence étant celle du commerce à prédominance alimentaire (n° 3305).

4.2.3 Autres engagements

	K€
Engagements reçus	
Cautions bancaires reçues	140
Total	140

4.3 Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée. Elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

4.4 Transactions avec des parties liées

La société étant détenue en totalité par le groupe Aldi, elle est par conséquent dispensée de fournir une information concernant les transactions avec les parties liées visées à l'article 833-16 du Plan comptable général.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS		Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Réévaluation	Acqu. et apports
	Frais d'établissement et de développement	(I)			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)	14 778 134		9 961
	Terrains	Dont composants			
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui		9 137 840		641 416
	Inst. gales, agenc. et am. des constructions		743 676		0
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		6 296 396		505 479
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		17 587 290		4 002 864
	Matériel de transport		3 143 710		0
	Matériel de bureau et mobilier informatique		1 675 024		121 165
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL (III)		38 583 936		5 270 924
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		80 979		
	TOTAL (IV)		80 979		
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		53 443 048		5 280 884
Cadre B	IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
			Virement	Cession	Réévaluation Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement	(I)			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)		405 208	14 382 886
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui			958 065	8 821 191
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions			43 891	699 785
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			68 481	6 733 393
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			433 549	21 156 605
	Matériel de transport			124 157	3 019 553
	Matériel de bureau et mobilier informatique			1 991	1 794 197
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL (III)			1 630 135	42 224 725
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières			250	80 729
	TOTAL (IV)			250	80 729
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			2 035 593	56 688 340

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)							
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		61 418	284		61 702		
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui	4 616 642	521 865	480 124	4 658 383		
	Installations générales, agencements	729 378	12 422	43 231	698 569		
Installations techniques, matériels et outillages		4 844 311	516 918	68 481	5 292 748		
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	12 967 173	1 541 011	381 921	14 126 262		
	Matériel de transport	2 457 084	209 256	115 194	2 551 145		
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 373 348	100 279	1 928	1 471 699		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		26 987 936	2 901 751	1 090 880	28 798 807		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		27 049 354	2 902 035	1 090 880	28 860 509		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab.							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M.Transport				138 378			-138 378
Mat bureau							
Emball.							
CORPO.				138 378			-138 378
Acquis, de titres							
TOTAL				138 378			-138 378
Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices	Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	511 607	0	138 378	373 229
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)	511 607	0	138 378	373 229
Provisions pour litige	317 000	28 000	267 000	78 000
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts	1 558 135		22 852	1 535 283
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	624 491	453 355	545 833	532 014
TOTAL (II)	2 499 626	481 355	835 685	2 145 297
Provisions sur immobilisations incorporelles	3 813 152	147 532		3 960 684
Provisions sur immobilisations corporelles	926 174	603 739	926 174	603 739
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks	61 000	178 891	61 000	178 891
Provisions sur comptes clients	222 689	283 524	222 689	283 524
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	5 023 014	1 213 687	1 209 863	5 026 838
TOTAL GENERAL (I + II + III)	8 034 247	1 695 042	2 183 925	7 545 365
Dont dotations et reprises d'exploitation		1 091 303	1 119 374	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		603 739	1 064 551	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations						
Prêts			80 729		80 729	
Autres immobilisations financières						
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE			80 729		80 729	
Clients douteux ou litigieux			643 432	643 432		
Autres créances clients			243 449	243 449		
Créances représentatives de titres prêtés						
Personnel et comptes rattachés			22 242	22 242		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux						
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		1 855 845	1 855 845		
	Taxe sur la valeur ajoutée					
	Autres impôts					
	Etat - divers					
Groupes et associés			10 870 441	10 870 441		
Débiteurs divers			2 644 880	2 644 880		
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT			16 280 290	16 280 290		
Charges constatées d'avance			607 856	602 047	5 809	
TOTAL DES CREANCES			16 968 875	16 882 337	86 538	
Prêts accordés en cours d'exercice						
Remboursements obtenus en cours d'exercice						
Prêts et avances consentis aux associés						
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			5 751 251	5 751 251		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine						
Emprunts et dettes financières divers			793 087	477 195	315 892	
Fournisseurs et comptes rattachés			23 419 621	23 419 621		
Personnel et comptes rattachés			2 330 906	1 823 066	507 840	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			1 891 593	1 891 593		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		2 397 731	2 397 731		
	Taxe sur la valeur ajoutée					
	Obligations cautionnées					
	Autres impôts					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			2 427	2 427		
Groupes et associés			497 646	497 646		
Autres dettes						
Dette représentative de titres empruntés						
Produits constatés d'avance						
TOTAL DES DETTES			37 084 261	36 260 530	823 732	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice						